



Interpellez vos Députés à l'Assemblée Nationale pour que la France saisisse la CPI sur la situation à Gaza

Description

Par l'Agence Média Palestine, le 1er mars 2023



LA FRANCE SAISIR LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE SUR LA SITUATION À GAZA

Suite à la résolution adoptée par le Sénat, la sénatrice Raymonde Laigneau a déposé aujourd'hui une proposition de loi à la décision au Sénat. Elle demande à la Cour Pénale Internationale de saisir la Cour Pénale Internationale sur la situation à Gaza, qu'il existe un risque de génocide commis par Israël. Elle a également déposé aujourd'hui une proposition de loi à la décision au Sénat. Elle demande à la Cour Pénale Internationale de saisir la Cour Pénale Internationale sur la situation à Gaza, qu'il existe un risque de génocide commis par Israël.

[Une proposition de résolution visant à saisir la Cour pénale internationale](#) (CPI) sur la situation à Gaza depuis le 7 octobre, et notamment sur la qualification de génocide pour les crimes commis par l'armée israélienne, a été adoptée par l'Assemblée le 18 janvier dernier.

Cependant, les députés de l'opposition ne peuvent que très difficilement décider des textes qui seront étudiés à l'Assemblée.

Action Palestine propose ainsi via un appel à action, d'interpeller massivement les élus de vos circonscriptions pour leur demander de mettre cette résolution à l'ordre du jour.

Comment faire ?

Par e-mail

1) Identifier son / sa député.e sur le site <https://www.nosdeputes.fr/> en entrant votre code postal puis copier-coller l'adresse mail de l'Assemblée. Exemple : Alexis.Corbriere@assemblee-nationale.fr

2) Envoyer le mail à copier-coller depuis ce lien :

https://docs.google.com/document/d/15Q0Q8rrZaCoub2dhmLHHEVmdyKusBq-Im_Kf-r4rsH4/edit?usp=sharing

Avec en objet : La résolution visant   saisir la CPI sur la situation   Gaza doit être étudiée et votée !

3) Avant d  envoyer l  e-mail, personnalisez-le avec votre prénom / nom et Madame ou Monsieur pour le / la députée

Pour le texte de l  e-mail il faut le COPIER COLLER du [Google doc](#) ou ci-dessous :

Objet : La résolution visant   saisir la CPI sur la situation   Gaza doit être étudiée et votée !

Monsieur le député, Madame la députée (  personnaliser)

Cela fait désormais près de cinq mois que le gouvernement israélien sous l  gide de son premier ministre, Benjamin Netanyahu, a lancé une offensive sans pr c dent contre les palestiniens dans la bande de Gaza.

En date, cette offensive a causé la mort de plus de 27 000 civils, en a blessé plus de 60 000 et a ras  la quasi-totalité des infrastructures de la bande de Gaza, territoire parmi les plus densément peuplés du monde.

Elle a également contribué au déplacement forcé de plus d un million de personnes qui, aujourd hui, s entassent   Rafah,   la frontière égyptienne, dans un périmètre qui n exc de pas 200 000 habitants d  ordinaire.

Le gouvernement israélien a décrété un blocus total de la bande de Gaza, où l aide humanitaire ainsi que les médicaments, le carburant et l nergie ne rentrent plus depuis des mois.

Dans son ordonnance du 26 janvier 2024, la Cour Internationale de Justice a estimé qu il existait un risque sérieux de génocide   Gaza. Les éléments constitutifs du crime de génocide ont été étayés par la plainte collective de centaines d avocats, déposée par Gille Devers devant la CPI. Elle mentionne :

   Un élément psychologique (ici, l intention de détruire toute une population, qui transparaît dans de nombreux discours d officiels et membres du gouvernement israélien).

   Un élément matériel (meurtres de membres de groupe, atteinte grave   l int grit  physique et psychologique, soumission   des conditions d existence amenant la disparition du groupe, mesures visant   entraver les naissances et transfert forcé de population).

Une résolution visant   saisir la Cour P onale Internationale sur la situation   Gaza a été déposée   l Assemblée nationale le 18 janvier dernier par plusieurs députés issus de différents groupes politiques. Cette résolution vise   enquêter sur les crimes de guerre commis depuis le 7 octobre et   condamner leurs auteurs.

En tant que citoyens et humanistes, nous vous demandons de mettre   l ordre du jour de l agenda parlementaire l  tude de cette résolution et de la voter. Les images quotidiennes nous parvenant en direct de la bande de Gaza sont insoutenables. Les témoignages des médecins

À l'instar de ceux de l'ONG Palmed ayant opéré dans les hôpitaux à Gaza sont au-delà de l'imaginable. Nous exigeons de la France une position forte et claire : Le respect du droit international et le cessez-le-feu immédiat et permanent !

Je vous prie d'agréer, Monsieur le député / Madame la députée (À personnaliser), l'expression de mes salutations distinguées,

Votre Prénom et NOM

Source : [Action Palestine](#)

date créée

2024/03/01